

Fermeture anticipée de Ford Blanquefort (Gironde) : après le choc, le désarroi des salariés



L'usine Ford était implantée à Blanquefort depuis 1972 et a employé plus de 3600 employés. / © Camille MILOUA

Mercredi 24 juillet les salariés de l'usine Ford de Blanquefort, dans la proche banlieue bordelaise, ont dû quitter les lieux. La date de fin de production, programmée pour le 1 août, a été avancée. Une nouvelle qui n'a fait qu'amplifier leur colère face *"à l'arrogance et le mépris de la direction"*.

Par Camille Miloua et Alice Robinet Publié le 25/07/2019 à 19:43 Mis à jour le 26/07/2019 à 17:36

Une ambiance particulière régnait sur le site de l'usine Ford ce jeudi. La veille, les salariés apprenaient l'arrêt définitif de la production des boîtes de vitesse, initialement prévu pour le 1er août.

Des salariés privés d'"au revoir"

Les salariés présents ont été invités à quitter les lieux et à ne pas revenir travailler. La décision, prise par le siège de Ford Europe à Cologne, a été annoncée dans la matinée.

Laeticia Laujac, élue CGT explique :

Personne ne s'attendait à ça (...) ça a été la surprise et le désarroi des salariés qui se sont retrouvés (...) sans pouvoir communiquer, sans pouvoir même se dire au revoir.

Après plus d'un an de conflit social, arrêt définitif de la production sur le site Ford de Blanquefort (Gironde)

Hasard de calendrier ou pas, la direction et les représentants syndicaux devaient se réunir dans le même temps pour dresser le bilan économique de l'année 2018.

En sortant de la salle de réunion, le directeur des ressources humaines, Philippe Harrewin, déclarait que cette mesure était la conséquence de l'arrêt de la production par les ouvriers.

C'est pas Ford qui a pris la décision d'arrêter de produire, c'est simplement que le personnel ne souhaitait plus produire.

Une accusation qui a mis les représentants syndicaux en colère :

Hier, tous les salariés se sont fait virer comme des malpropres.

Quel avenir pour les 850 employés ?

Jeudi matin, des salariés assuraient avoir la volonté de travailler jusqu'au 1er août.

Cette volonté de venir sur leur lieu de travail s'explique selon eux par l'importance qu'avait cet emploi dans leur vie personnelle. Au sein de l'usine se sont créées des amitiés, voire des familles.

Nous sommes effondrés car nous perdons tous une partie de notre vie ici, c'est tout un contexte : c'est 20 ans d'usine, 20 ans de camaraderie.

Sur les quelque 850 employés que compte l'usine, 240 partent dans le cadre d'une retraite anticipée, une dizaine suivra une formation tandis que d'autres ont retrouvé un emploi. Mais une moitié des salariés n'a pas de solution, et certains se disent dans une précarité autant économique que psychologique, situation que déplore Wilfrid Dulas, l'un des salariés :

Tout s'écroule et on va tous être dispatchés à droite à gauche. Il va y avoir des divorces, et il risque d'y avoir des suicides, j'en suis persuadé.

Même si le sort de l'entreprise et de ses salariés est scellé, Philippe Poutou, délégué syndical CGT, assure vouloir continuer la bataille juridique pour faire reconnaître le caractère illégal de ces licenciements.

Après que le tribunal de grande instance de Bordeaux se soit déclaré incompétent le 2 juillet dernier, pour se prononcer sur le caractère économique du licenciement. Le syndicat CGT de Ford a contesté cette décision : l'audience aura lieu le 6 août devant la cour d'appel de Bordeaux.

Les salariés devraient recevoir les premières lettres de licenciement à partir du 1er octobre prochain.